

pourquoi il n'a pas constitué de comités d'Union Populaire.

Le PS a besoin pour être acceptable comme parti ouvrier bourgeois, d'une part de conquérir une audience de masse dans la classe ouvrière et sa périphérie et donc de s'allier avec le PCF, d'autre part de montrer sa totale domination sur le PCF et donc de distendre ses liens avec le PCF. Aujourd'hui, quels que soient les projets personnels du bonhomme Mitterrand, le pari est loin d'être réalisé et c'est pourquoi l'Union de la Gauche n'est pas soutenue par une fraction notable de la bourgeoisie.

2) Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le courant électoral créé par l'Union de la Gauche ne se transforme pas en mouvement de masse s'exprimant dans les luttes.

L'accord PS-PC en raison, fondamentalement, de la ligne du PCF et secondairement de la faiblesse du PS n'entraîne pas un changement du rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Le fait que, contrairement à 36, un tel accord n'entraîne pas la fusion syndicale ni même un front syndical est à cet égard tout à fait significatif. Dans ces conditions, les masses ouvrières ont vis-à-vis de l'UdG une attitude d'attentisme réaliste et non d'enthousiasme. L'Union Populaire n'émerge pas comme une force dans les luttes de la classe ouvrière elle-même. Les quelques luttes qui ont lieu dans cette période pré-électorale sont révélatrices. Elles apparaissent comme extérieures à la situation électorale et l'UP n'apparaît pas comme leur aboutissement direct.

3) C'est dans ces conditions que nous devons discuter les mots d'ordre que nous devons mettre en avant pendant notre campagne.

Si un mouvement de masse puissant s'exprime dans les luttes pour l'Union Populaire, nous devrions chercher à organiser le débordement des dirigeants réformistes en nous appuyant directement sur la dynamique d'Union Populaire et avancer comme mots d'ordre centraux :

- Contre la constitution réactionnaire de 1958 : assemblée constituante !

- Contre le patronat, imposons la fusion syndicale tout de suite !

- Partout, prenons l'initiative, constituons des comités d'action ou même des comités d'union populaire, organisons l'auto-défense !

Aujourd'hui, certes, nous devons demander au PCF, dans ses meetings, et à ses militants, pourquoi ne demandez-vous plus l'abrogation de la constitution, et la convocation d'une assemblée constituante, pourquoi

n'avez-vous pas constitué des comités d'Union Populaire alors que vous déclarez que l'essentiel c'est le mouvement de masse (et même d'« ampleur inégale »). De tels mots d'ordre, assortis de « Pompidou, démission ! », pourraient devenir à l'ordre du jour si Pompidou, à la suite d'une victoire de l'Union de la Gauche, refusait d'appeler un gouvernement socialo-communiste. Les masses feraient plus profondément leur de telles revendications, ressenties comme la riposte indispensable pour faire reculer la bourgeoisie, et contraindre les dirigeants de la gauche à avancer (cette hypothèse est tout à fait improbable). Mais aujourd'hui, il serait parfaitement opportuniste vis-à-vis de l'Union de la Gauche de faire de tels mots d'ordre la clé de voûte de notre campagne.

Dans ces conditions, comment inscrire dès aujourd'hui nos propositions de débordement de l'Union de la gauche ? Les leçons de Brest doivent être tirées certes sans oublier les conditions locales exceptionnelles d'une CGT et d'une CFDT dirigées par les révolutionnaires, mais en tenant compte aussi de la durée exceptionnelle jusqu'ici en France, de cette expérience de contrôle ouvrier et de son rayonnement régional. Notre orientation de débordement doit s'inscrire dans une campagne pour le contrôle ouvrier opposée à la cogestion bureaucratique proposée par l'Union de la Gauche. Une telle campagne concrète doit déboucher là où c'est possible sur la constitution de délégués d'atelier, de comités ad hoc, etc... Bien sûr de telles expériences ne peuvent actuellement qu'être très limitées, surtout là où le PCF est faible (FJT, etc...). Nous devons également, par rapport au problème de l'extension des nationalisations, poser le problème de l'expropriation d'un trust comme Hachette. Nous envisageons, par exemple, de constituer un comité pour la « nationalisation de Hachette sous contrôle ouvrier » avec syndicalistes, journalistes, écrivains, enseignants, soutenu par la « presse d'extrême-gauche ».

4) Notre campagne s'articule donc autour de cinq thèmes :

- a) le socialisme est possible. Le socialisme est nécessaire ;

- b) l'impasse réformiste : l'Etat (armée, justice, police, Parlement) ;

- c) la voie réaliste, celle des révolutionnaires : qu'est-ce qui a manqué en Mai 68 ? Le socialisme de demain se prépare dans les luttes d'aujourd'hui ;

- d) si l'Union de la Gauche l'emporte, que ferons nous ? Notre programme d'action avec l'axe du contrôle ouvrier (perspective de comités ad hoc) ;

- e) l'internationalisme prolétarien : TOM-DOM, Marché Commun, Indochine.

RADOT

◆ Dyck, Louis, Sand, Roger, Spirou

DECLARATION AU CC

1) Le congrès s'est prononcé sur l'analyse de l'Union de la Gauche, aussi n'est-il pas question de revenir sur la position adoptée en décembre. Les camarades soussignés tiennent cependant à faire le point sur la situation

politique, car l'analyse fautive faite par la majorité se révèle plus nettement au fur et à mesure que l'on approche des élections.

2) Le PCF, parti électoraliste, est incapable d'exercer la moindre pression sur le PS qui est le grand bénéficiaire